

PAGE D'HISTOIRE ...

Dans un ouvrage de 304 pages, la revue marseillaise AGONE (1) avec le concours de Christophe Patillon du «*Centre d'Histoire du Travail de Nantes*» consacre une étude au «*Syndicalisme d'action directe*».

On y trouve une analyse des grèves de 1955 à Nantes et St-Nazaire, qui s'inscrivaient, ce qu'on a parfois tendance à oublier, dans la continuité de la grande grève de 1953.

L'article que Christophe Patillon consacre au rôle et à la place de l'U.D.C.G.T.F.O 44, mérite d'être reproduit. La revue publie également deux articles que j'avais publiés dans «*Le Monde Libertaire*» et dans un bulletin édité par le *Comité nantais pour des assises nationales d'unité d'action*. A mes yeux, ils n'ont, en rien, perdu de leur actualité.

Alexandre HÉBERT.

L'UNION DÉPARTEMENTALE C.G.T.F.O.

Le conflit de 1955 tient une place importante dans l'histoire de l'U.D.C.G.T.F.O. Depuis 1948, elle a à sa tête un personnage jeune, atypique et se définissant comme anarcho-syndicaliste: Alexandre Hébert, cheminot de profession. Alors que la plupart des anarchistes et des trotskistes ont fait le choix de rester à la C.G.T., Alexandre Hébert franchit le pas et prend en charge les destinées de la jeune U.D.: «*Pour toute une série de raisons, les mêmes d'ailleurs qui avaient permis aux staliniens de prendre le contrôle de la C.G.T., les camarades du courant réformiste disposaient de très peu d'hommes disponibles pour assumer des fonctions pas faciles compte tenu du climat. Pierre Vaillant (un des chefs de file du courant réformiste) a été désigné pour aller à Paris à la Fédération du Bâtiment, alors il m'a demandé de prendre, à vingt six ans, le secrétariat de l'U.D.(...) On a constitué une équipe avec des gens que je ne connaissais pas. Je fonctionnais à l'époque sur une base idéologique, un peu gauchiste et pas toujours efficace. J'avais lu Rosmer, je parais les révolutionnaires de toutes les qualités, et je mettais les autres sous l'étiquette de «capitulard». Vu la conjoncture, ce défaut-là devenait une qualité, parce qu'il fallait se battre et donc être fortement motivé, parfois même avec une certaine dose d'inconscience. Je pense que nous avons commis des erreurs de jeunesse liées à l'inexpérience. J'ai eu des comportements sectaires. Cela n'a pas facilité, durant toute une période, le renforcement de l'organisation, mais, d'un autre côté, cela a été positif dans la mesure où s'était aggloméré à F.O. tout un tas de gens, disons de droite, anticommuniste. Le fait qu'on ait maintenu un certain cap les a éloignés».*

L'appareil de l'UD-FO se réduit à peu de choses: «*On parlait de zéro. On n'avait pas d'encadrement militant. On a eu un afflux d'adhérents dont certains venaient par anticommunisme. On a hérité d'un courant social-démocrate, d'un courant anar (encore que beaucoup d'anarchistes étaient restés à la CGT, comme les trotskistes, qui avaient condamné la scission), des réformistes syndicaux et un afflux de militants de droite, du RPF, de gaullistes venus là par anticommunisme. Très rapidement, toute cette aile droite nous a quittés quand ils se sont aperçus que cela ne correspondait pas à leur orientation: ce fut le cas à Nantes et dans toute la France».* Pour construire l'appareil, Alexandre Hébert va s'appuyer sur des jeunes militants issus pour beaucoup des *Auberges de jeunesse*, très influencés par l'anarchisme. C'est avec eux également qu'il va s'investir fortement dans les grandes grèves de 1953, au cours desquelles il y défendra la généralisation du mouvement: «*Toutes les premières années ont été une bataille d'orientation: moi, j'étais pour l'action directe que je parais de toutes les vertus, j'étais jusqu'au-boutiste, comme en 1953, et je me suis violemment engueulé avec la Confédération quand elle a donné l'ordre de reprise».*

En 1954, des proches d'Alexandre Hébert adressent sous l'étiquette de «*Comité Nantais pour l'unité d'action*», un courrier aux unions départementales: «*Les derniers mouvements de grève, en particulier d'août 1953, ont démontré la volonté de lutte des travailleurs et la nécessité de réaliser l'unité d'action afin d'obtenir satisfaction à leurs revendications. Toutes les organisations syndicales sont d'accord sur la revendication du minimum vital à 25.166 francs net. Tous les travailleurs aspirent à ce que ce mot d'ordre, et sur les mots d'ordre unitaires, l'unité d'action se réalise à tous les échelons, de l'entreprise au bureau*

confédéral. L'objectif essentiel pour satisfaire l'aspiration des travailleurs est l'unité d'action entre les bureaux confédéraux. A cette intention, le Comité national pour l'unité d'action regroupant des camarades de toutes tendances et, parmi eux, des responsables syndicaux, organise le 5 décembre les Assises nationales de l'unité d'action. En vue de cette journée, le Comité pour l'unité d'action de Nantes organise une réunion publique à laquelle il invite les camarades de toutes tendances à venir donner leur avis sur la question. A cet effet, nous invitons les représentants des unions départementales et locales à venir expliquer leur position». Ce courrier est signé par cinq militants de la CGT et cinq de FO: Lisette Cardinal (CGT - liée à André Cardinal, l'une des chevilles ouvrières de la reconstruction du PCI après 1948), Guy Coignaud (FO, membre du PCI), Denis Lagraulet (CGT), Roger Maillard (FO, militant des *Auberges de jeunesse*), Roger Mary (CGT, membre du PCI), Georges Fasa (membre de la commission administrative de l'UD-FO, cheminot révoqué lors des grèves de 1953, membre de la *Fédération anarchiste*), Michel Hivert (FO), Michel Barbe (FO), Georges Nouvel (CGT, membre du PCI) et Jacques Ryo (membre de la commission administrative de l'UD-FO, militant des *Auberges de jeunesse*). En 1955, les liens d'Alexandre Hébert avec les trotskistes et anarcho-syndicalistes, plus actifs que nombreux en Loire-Atlantique, sont connus de tous, d'autant plus que l'Union Locale de Nantes est entre leurs mains. Lors de son dernier congrès, celle-ci a affirmé «la nécessité pour les travailleurs de recourir à l'action directe pour faire aboutir leurs légitimes revendications» et s'est refusé «à condamner a priori et par principe une forme d'action susceptible de servir les intérêts des salariés». Unité d'action, action directe...ce type de positions ne peut être que critiqué par le courant réformiste, minoritaire dans les instances dirigeantes mais majoritaire au sein de la métallurgie. A l'heure de tirer le bilan du mouvement de 1955, ce dernier va tenter de mettre en minorité Alexandre Hébert à l'occasion du VIIIème congrès de l'UD, en août 1956. Dix neuf militants - dont deux figures locales, Gabriel Goudy et François Lanoë - vont proposer aux congressistes un rapport d'orientation contradictoire:

«Nos rapports restent donc à définir envers les deux autres organisations, c'est-à-dire la CFTC et la CGT. Avec la CFTC, personne ne peut nier le caractère confessionnel de cette organisation, nous en avons eu une «brillante affirmation», si besoin en était, par la lettre adressée aux abbés de France par le président d'honneur de cette centrale lors de la campagne électorale du 17 novembre dernier. Certes, il y a les «groupes Reconstruction» représentant une grosse minorité des mandats. Mais ne s'agit-il pas en fait d'une «modernisation de l'Evêché» et n'avons-nous pas connu durant l'occupation allemande deux attitudes de l'Eglise?

Nous ne pouvons faire que difficilement un bout de chemin avec une organisation qui admet la résignation et dont la conception philosophique la conduit à avoir des contacts assez serrés avec le patronat.

Quant à la CGT, ce présent congrès, qui se tient précisément sous le signe du cinquantenaire de la Charte d'Amiens, doit nous permettre de voir quelle a été l'attitude de cette organisation qui se dit syndicale, mais en fait n'obéit qu'aux consignes d'un parti politique bien connu de tous. Les différents congrès de l'UD se sont toujours affirmé pour laisser aux syndicats de base, en raison du caractère fédéraliste de notre organisation, une liberté dans la pratique de l'unité d'action. Il faut avouer que, cette fois encore, il nous est difficile d'adopter une position contraire. Le patronat, par sa politique absurde et aveugle, oblige les organisations syndicales à lui opposer un front commun sur des points précis.

Est-ce à dire que cette situation doit nous conduire à voir fleurir des bulletins de «comité d'unité d'action» du genre de celui auquel collaborèrent nos camarades Hébert et Fasa? Certes pas! Nous considérons au contraire que de tels papiers lancés avec la complicité de responsables de notre UD en plein mouvement de Saint-Nazaire, et connaissant surtout l'enjeu qu'il représentait, sont pour le moins un véritable manque de psychologie et reflètent une méthode pour le moins curieuse de la défense de l'organisation dont on est le secrétaire général et le membre du bureau».

Dix voix manqueront aux oppositionnels pour débarquer de son secrétariat Alexandre Hébert.

Christophe PATILLON.

L'ACTION DIRECTE SELON ALEXANDRE HÉBERT

Alors secrétaire général de l'UD CGT-FO, Alexandre Hébert est le seul leader syndical à défendre publiquement et fortement l'action directe et les violences ouvrières. Il a rédigé deux articles durant les conflits nazairien et nantais.

UNITÉ D'ACTION À SAINT-NAZAIRE:

Je reviens de Saint-Nazaire où j'ai pu mesurer l'énorme écart qui sépare du point de vue de la combatMté

les ouvriers en lutte de leurs dirigeants syndicaux. Je suis arrivé à St-Nazaire le 22 juin, la bataille qui mit aux prises nos camarades et les CRS était terminée. L'air était encore saturé des gaz lacrymogènes grâce auxquels les CRS ont pu obtenir une victoire cependant chèrement acquise (il est remarquable que la presse soit si généralement discrète sur le nombre de blessés parmi les serviteurs de l'Ordre, ainsi d'ailleurs que sur la nature et la gravité de leurs blessures). Je n'irai pas jusqu'à prétendre que l'accueil que me firent les dirigeants syndicaux de St-Nazaire (toutes tendances confondues) fut particulièrement chaleureux.

Pourtant, je n'étais venu à St Nazaire que pour tenter de mettre en application la résolution du 8 juin commune aux trois unions départementales: *«Les UD assurent de leur appui tous les travailleurs en lutte pour la revalorisation de leurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. Les unions départementales pensent toutefois qu'une action plus large de l'ensemble des travailleurs est nécessaire pour obtenir complète satisfaction sur les objectifs interprofessionnels suivants»*.

Pendant toute cette journée du 22 juin, j'essayais, en vain, d'obtenir de mes camarades qu'ils réunissent la commission exécutive du syndicat FO des métaux de St Nazaire. Il faut dire, à leur décharge, qu'ils étaient surmenés. Nous savons tous par expérience combien sont épuisantes des journées comme celles de St-Nazaire, pendant lesquelles les militants, souvent mal secondés, doivent faire face à une foule de tâches. Néanmoins, on aurait peut-être pu, avec un petit peu de bonne volonté, essayer de trouver le temps de discuter et d'arrêter une orientation susceptible d'être défendue à l'intersyndicale qui devait se tenir le lendemain matin.

Dans l'après-midi, discussion avec les patrons qui lâchent environ cent sous de l'heure. C'est dans ces conditions que, le 23 au matin, les militants se sont retrouvés en intersyndicale au siège de FO pour arrêter en commun les propositions à faire aux travailleurs. Nous ne parlerons pas des positions des représentants CFTC beaucoup plus préoccupés du sort de quelques dossiers jetés par les fenêtres que de trouver des moyens de développer la lutte des métallurgistes nazairiens. Chacun connaît maintenant la double face de la CFTC, qui fait du verbalisme gauchiste pendant qu'elle sabote consciencieusement tous les mouvements de quelque importance.

Busson, Secrétaire du syndicat CGT des métaux, devait, lui aussi, expliquer la position de son organisation en soulignant que le bureau confédéral de la CGT ainsi que celui de la Fédération des Métaux s'étaient réunis pour examiner les événements de St-Nazaire et que c'est en plein accord avec eux qu'il allait parler. J'ai noté, elles en valent la peine, quelques unes des expressions dont il s'est servi pour défendre sa position: *«Il ne faut pas épuiser les copains»*. *«Nous n'avons jamais été en grève totale»*. *«Il faut absolument que les gars reprennent le travail»*. *«Il faut reprendre nos usines»*. Cette dernière affirmation est pleine de saveur si l'on songe que, pour Busson, *«reprendre nos usines»* signifie reprendre le boulot. Il faut dire et regretter l'alignement pur et simple de nos camarades de FO sur les positions CGT.

J'essayais de proposer la poursuite du mouvement en tentant de l'élargir au niveau national, je ne fus pas suivi. Les responsables syndicaux discutèrent de la meilleure façon de convaincre les travailleurs de rentrer dans les chantiers. On doit reconnaître que, quelques heures plus tard, sur le terre-plein de Penhoët, ils s'acquittèrent de cette tâche avec un certain brio. Une délégation de travailleurs nantais demanda bien qu'on me donne la parole, elle me fut refusée. Les ouvriers votèrent dans la confusion, rentrèrent dans les chantiers et manifestèrent leur désaccord en refusant de travailler. Les dirigeants syndicaux semblaient satisfaits. Ils avaient remis les travailleurs dans les ornières de la légalité.

Mais je suis persuadé, pour ma part, que la révolte des travailleurs de Penhoët n'est qu'un signe avant-coureur.

Les travailleurs ressentent avec amertume, désespoir et colère toute l'inutilité des actions qu'ils ont menées jusqu'à présent *«le calme et la dignité»*. Ils passent à la révolte ouverte accompagnées de violences. Monsieur Mendès-France, en bourgeois intelligent, avait raison: nous sommes en 1789.

Ce qui manque à la classe ouvrière, c'est un organisme coordinateur capable de pallier les insuffisances des organisations traditionnelles empêtrées dans la bureaucratie et dans les routines de la vieille pratique d'une politique de collaboration de classes. Cet organisme coordinateur, il faut le construire, c'est une lourde tâche, mais elle nous incombe et nous ne saurions nous y dérober.

Comité nantais pour des assises nationales d'unité d'action - n°2 juin 1955.

A NANTES, SOUS LE SIGNE DE L'UNITÉ RÉVOLUTIONNAIRE. VIOLENCES OUVRIÈRES ET VIOLENCE PATRONALE:

Il est encore trop tôt pour tirer les leçons des luttes revendicatives qui se sont déroulées dans le département de la Loire-inférieure pendant ces derniers mois. La *«grande presse»* a surtout mis en évidence les événements de St-Nazaire et de Nantes. Il n'en reste pas moins vrai que c'est l'ensemble des ouvriers

du département - qu'il s'agisse de ceux des raffineries de Donges, des métaux et produits chimiques de Basse-Indre, des mines d'Abbaretz - qui se sont battus.

Le grand mérite des ouvriers nazairiens restera d'avoir, en dépit de la pression exercée par les appareils syndicaux, remis en honneur des méthodes d'action directe que certains croyaient définitivement ensevelies sous des années de «*légalisme syndical*».

Les travailleurs ressentent avec amertume, désespoir et colère l'inanité des actions qu'ils ont menées dans «*le calme et la dignité*». Ils passent à la révolte ouverte accompagnée de violences. Ils renouent ainsi avec la tradition anarcho-syndicaliste et rejettent brutalement le joug des organisations politisées. Celles-ci ne s'y sont pas trompées et on assiste à une remarquable «*unité d'action*» de toutes les bureaucraties politico-syndicales pour...condamner l'action ouvrière!

C'est ainsi que, dans un article abondamment diffusé dans la presse socialiste ou autre, et finalement repris (au nom de l'indépendance du syndicalisme sans doute) par Force-Ouvrière, organe central de la CGT-FO, François Blancho, maire socialiste de St-Nazaire, écrit qu'il serait souhaitable que «*dans l'avenir, on échange franchement, loyalement (sic) arguments et chiffres, plutôt que grenades et autres projectiles*». En affirmant cette position de collaboration de classes, François Blancho reste logique avec lui-même et avec la position qu'il crut devoir prendre au conseil municipal de St-Nazaire en s'opposant à l'adoption d'un vœu rédamant la dissolution du corps des CRS, et en déclarant à cette occasion «*qu'il faudra toujours une police pour maintenir l'ordre ou du moins ce qu'il est convenu d'appeler tel*».

La CFTC, quant à elle, a expliqué sa position dans un article publié sous la signature de R. Vansieleghen, qui écrit à propos des incidents à Nantes (sac des locaux patronaux): «*Certains faits sont évidemment très graves, mais il appartient à la justice de rechercher ce qui, sous couvert d'action professionnelle, a pu avoir d'autre objectif, la responsabilité du véritable syndicalisme ne saurait être mise en cause à cet effet*».

On remarquera le jésuitisme de cette prise de position CFTC, qui rejoint d'ailleurs celle du PCF et de la CGT, qui n'ont pas hésité, en pleine bagarre, à désigner des victimes ouvrières à la police de la bourgeoisie.

C'est ainsi que, par un tract diffusé à Nantes au lendemain de l'assassinat par la CRS de Jean Rigollet, la fédération du PCF de Loire-Inférieure n'hésite pas à écrire: «*Si comme à St-Nazaire, des provocateurs «trotskistes» attaquent les armureries, tentant ainsi d'isoler de la population le magnifique mouvement des travailleurs nantais, comme à St-Nazaire où la section du PCF dénonçait la manœuvre du préfet Rix, nous stigmatisons ces actes individuels*».

Cette position devait être reprise sous une forme quelque peu adoucie par les unions locales CGT et CFTC, qui se contentent, elles, de «*dénoncer les provocateurs*», dont l'attitude est incompatible avec l'action conséquente que mènent les travailleurs, dans l'unité, pour une solution favorable à leurs revendications.

Il faut dire que les militants «*Force-Ouvrière*» de Nantes (toutes tendances réunies) ont conservé suffisamment de conscience de classe et de conscience tout court, pour se refuser à jouer ce rôle de flic. La combativité des travailleurs de la Loire-Inférieure est d'autant plus magnifique que, sur le plan national, aucun effort n'a été tenté pour coordonner l'action et obtenir un élargissement du mouvement.

Notre bourgeoisie nationale, qui se trouve aux prises en Afrique du Nord avec des problèmes quasi insolubles, peut dire merci aux organisations politisées qui, en se refusant d'organiser la lutte d'une manière conséquente, lui accordent un répit précieux.

Son représentant le plus qualifié, M.Rix, le préfet matraqueur, n'hésita pas à exprimer sa gratitude dans des termes qui méritent d'être relevés: «*Il faut faire confiance aux délégués syndicaux qui en sont dignes: Malnoé, le socialiste représentant FO, Rombeault, le MRP représentant la CFTC, Busson, le communiste, représentant la CGT à St-Nazaire, tous si sagement conseillés par l'admirable maire de St-Nazaire. M. Blancho*». Et il continue: «*Mais j'affirme aussi, j'ai la caution de M.Gilles Gravoille, de la Fédération du PCF, que ce sont les provocateurs qui ont tiré, des trotskistes, si l'on veut des gens descendus des gradins du cirque un instant pour exciter la bataille des gladiateurs, et la rendre irréconciliable, mon devoir, c'est de le prodamer*».

Le 20 septembre 1955, l'Humanité écrit: «*Et notre parti s'honore d'avoir contribué à aider la lutte des travailleurs nantais, voire en dénonçant certains éléments provocateurs dont l'action servait trop le patronat et le gouvernement pour qu'elle puisse paraître fortuite. A notre connaissance, Hébert n'a pas encore condamné ces éléments*».

C'est exact, je n'ai pas condamné «*ces éléments*», Monsieur le Préfet Rix n'a pas eu ma caution. A l'estime de monsieur le Préfet je préfère celle de la dalle ouvrière en lutte.

A la violence patronale ont répondu les violences ouvrières. Vive les violences ouvrières!

Le Monde Libertaire (organe de la Fédération anarchiste - n°11, octobre 1955)